

## COMMISSION SUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

### PROCÈS-VERBAL

29<sup>e</sup> séance - 25 mai 2023 - 12 h 32 à 14 h 22

Salle Mont-Bleu, 1<sup>er</sup> étage, Maison du citoyen et via TEAMS

## PROCÈS-VERBAL – PUBLIC

### PRÉSENCES :

#### Membres

M. Edmond Leclerc, Président – Conseiller, district de Buckingham (n° 19)  
M<sup>me</sup> Julie Kinnear – Présidente directrice générale, Tourisme Outaouais  
M. Stéphane Bisson – Président, Chambre de commerce de Gatineau  
M. Antoine Normand – Président directeur général, BlueBear LES  
M. Daniel Giasson – Directeur principal, Services et solutions de sécurité, RHEA Group  
M. Michael-Anthony Clément – Directeur général, Institut Innovation Gatineau  
M<sup>me</sup> Murielle Laberge – Rectrice, Université du Québec en Outaouais (UQO)  
M. Steve Brabant – Directeur général, Cégep de l’Outaouais  
M<sup>me</sup> Josée Guibord – Directrice générale, Brookfield – Evolugen  
M. André Landry – Président, ID Gatineau  
M<sup>me</sup> Julie Thibault – Co-présidente, Évaluation Personnel Sélection International (EPSI)  
M. Marc Carrière – Préfet, MRC des Collines-de-l’Outaouais

#### Secrétaire

M<sup>me</sup> Véronique Leduc – Adjointe administrative aux comités et commissions – Direction générale

#### Ressources internes

M<sup>me</sup> Isabelle Veilleux – Directrice, Secrétariat au développement économique  
M. Nicolas Greugny – Coordonnateur de projets, Secrétariat au développement économique  
M. Bada Bah – Coordonnateur de projets, Secrétariat au développement économique  
M<sup>me</sup> Frédérique Delisle – Conseillère politique – Bureau de la mairie

### Étaient aussi présents

M. Colin Jacob – Conseiller en économie verte, CREDDO  
M. Benoit Delage – Directeur général, CREDDO  
M. Dave Cassivi – Chef de service, Comités et commissions – Direction générale

### ABSENCES :

#### Membres

M<sup>me</sup> Bettyna Bélizaire, Vice-présidente – Conseillère, district du Plateau (n° 4)  
M. Éric Bernatchez – Président directeur général, ConnecTic Inc.  
M<sup>me</sup> Chantal Cholette – Vice-présidente et membre productrice, Convergence  
M. Pierre Villeneuve – Président directeur général, Multivesco

---

La séance publique débute à 12 h 32.

#### 1. Constatation des présences et ouverture de la séance

M. Edmond Leclerc souhaite la bienvenue à tous, et particulièrement, à M. Marc Carrière, nouveau représentant de la Table des préfets de l’Outaouais en remplacement de M. Benoit Lauzon, et M. André Landry, représentant d’ID Gatineau, en remplacement de M. Pierre Plangger.

Il informe également les membres de la présence de M<sup>me</sup> Véronique Leduc, adjointe administrative pour le bureau de coordination des comités et commissions, qui soutiendra dorénavant les travaux de la commission.

Le quorum est confirmé.

**2. Adoption de l'ordre du jour**

M. Steve Brabant souhaite faire l'ajout du point suivant au varia : disparité salariale provinciale dans le milieu de l'éducation.

L'ordre du jour est adopté avec l'ajout au varia.

**3. Dépôt du procès-verbal public de la 28<sup>e</sup> séance de la CDE tenue le 17 novembre 2022**

Afin de respecter les délais prescrits, le procès-verbal de la 28<sup>e</sup> séance tenue le 17 novembre 2022 a été approuvé par courriel, signé et déposé au conseil municipal.

**4. Période de questions citoyennes**

Aucune question n'a été soumise à la CDE par les citoyens.

**5. Suivi des séances précédentes et mise à jour des dossiers**

Fonds de soutien aux OBNL appuyant l'entrepreneuriat – Projets soutenus :

Mme Isabelle Veilleux informe les membres que le conseil municipal a approuvé la recommandation du comité de sélection d'octroyer des subventions à 4 organismes, pour un montant global de 236 753 \$, suite à l'appel de projets de l'automne passé.

Stratégie territoriale pour la main-d'œuvre et Salon de l'immigration :

En lien avec la stratégie territoriale de la main-d'œuvre, la Ville et ses partenaires recrutent des entreprises ambassadrices pour participer au prochain Salon de l'immigration qui se tiendra au Palais des congrès de Montréal les 31 mai et 1<sup>er</sup> juin 2023. Les membres sont invités à signifier leur intérêt à y participer à M. Bada Bah.

Mme Veilleux rappelle que la Ville avait appuyé la phase transitoire et qu'un colloque sur la main-d'œuvre a été fait. Les travaux se poursuivent.

Il est mentionné qu'une discussion a eu lieu entre les préfets et le ministre Mathieu Lacombe dans l'attente d'une entente ferme.

Au final, M. Bisson explique que la Chambre de commerce a déposé le projet de stratégie de la main-d'œuvre au FARR, mais qu'il n'a pas bénéficié du financement escompté. La Chambre de commerce travaille donc à une nouvelle mouture du projet. M<sup>me</sup> Veilleux indique que bien que les travaux de mise en œuvre de la stratégie semblent arrêtés, il y a eu une mobilisation à la Ville, mais aussi avec la STO, en lien avec l'enjeu de mobilité de la main-d'œuvre dans les pôles d'emplois, dont l'Aéroparc qui avait été identifié lors des travaux du comité directeur de la stratégie. Cet enjeu sera examiné dans le cadre d'un diagnostic des besoins qui doit être réalisé au cours des prochains mois. M<sup>me</sup> Laberge applaudit l'initiative de la Ville et indique qu'il serait bien dommage que le plan d'action sur lequel plusieurs personnes ont travaillé pendant plusieurs mois ne tombe dans l'oubli. Une présentation sur la nouvelle mouture est souhaitée lors d'une prochaine séance.

M. Leclerc indique que, par ailleurs, la STO évalue la possibilité d'offrir le transport à la demande dans l'Aéroparc.

Il est proposé de prendre exemple sur Talent Montréal.

Consultation de la CDE à venir dans le cadre de la négociation d'entente entre la Ville et les associations commerciales suite à la décision du conseil municipal :

Le renouvellement des ententes sera présenté à la Commission et les membres pourront commenter au besoin.

Politique culturelle

Pour donner une suite à la participation des membres de la Commission à la consultation de la Ville sur la Politique culturelle du 3 mars dernier, une consultation complémentaire de quelques membres est prévue en juin prochain sur l'identification des actions à mettre en œuvre dans le cadre du volet économique de la Politique culturelle.

#### Journée fournisseurs

La Ville travaille à la création d'une Journée fournisseurs qui aura lieu le 14 septembre prochain. L'objectif sera de permettre à la Ville d'expliquer et démystifier le processus et fonctionnement des appels d'offres. Il est également souhaité d'entendre les entrepreneurs afin de faire place à l'amélioration et d'évoluer dans les politiques d'achats de la Ville. Les membres sont invités à y participer ainsi que les MRC de l'Outaouais. M. Carrière mentionne que ces dernières peuvent en faire la promotion.

Un suivi sera fait concernant une demande de présentation de la part d'ID Gatineau sur leur bilan dans la mise en œuvre du Plan stratégique 2021-2026, tel que mentionné au point 6 du procès-verbal de la séance publique de la CDE du 17 novembre 2022.

#### **6. Projet de zone d'innovation – État de situation et prochaines étapes**

M<sup>me</sup> Isabelle Veilleux fait la présentation qui a pour but de faire un état de situation des derniers développements du dossier de la zone d'innovation notamment à la suite de la non-désignation de Gatineau par le gouvernement du Québec et d'identifier les prochaines étapes pour lesquelles le conseil municipal requiert l'expertise des membres de la CDE pour la suite du projet.

Elle informe les membres sur les motifs du rejet du projet par le gouvernement. Ce dernier expliquant que la cybersécurité est très transversale et que c'est un domaine qui a de l'expertise un peu partout au Québec. Le gouvernement du Québec ayant mis sur pied un ministère en cybersécurité, l'objectif est donc de se donner du temps pour réfléchir davantage sur les actions et initiatives qui seraient porteuses pour le ministère.

Il y aura la nécessité de statuer à savoir où rediriger le 300 000 \$ supplémentaire qui était destiné au projet de désignation de zone d'innovation qui n'existe plus.

Une période d'échanges s'ensuit où l'on souligne la déception des gens du milieu des affaires de ne pas voir le projet se concrétiser. Il faudra travailler de façon commune afin d'établir une vocation à la région de Gatineau et d'entamer une réflexion où le projet pourrait porter un nouveau nom et apporter de nouvelles opportunités. On soulève que la cybersécurité est peut-être un domaine trop large et qu'il y aurait peut-être lieu de voir dans quel volet de la cybersécurité il y a possibilité de développer, d'être plus précis, de voir quel créneau serait le plus fertile. Le volet identité par exemple.

On rappelle que la désignation, bien qu'elle vienne avec une offre de services, un lieu et une écoute active de la part du gouvernement, du financement est tout de même accessible de la part du gouvernement fédéral et peut-être du côté municipal. Un exercice de priorisation sera à faire dans une prochaine rencontre afin de faire ressortir 1 ou 2 projets sur 6 qui pourraient être déposés à différentes instances.

Il est fait mention que le ministère de la Cybersécurité est un nouveau ministère et qu'il y a donc l'opportunité d'orienter leur mandat.

Tous s'entendent pour dire qu'il reste du brassage dans l'écosystème à faire pour que le fruit soit mûr et on se demande même si on ne fait pas du sur place en se questionnant sur la gouvernance.

L'objectif de la prochaine rencontre sera de voir comment Gatineau peut aider et mobiliser les partenaires.

#### **7. Mobilisation des entreprises à la mise en œuvre des pratiques écoresponsables pour les bâtiments**

L'objectif est de consulter la CDE sur des propositions favorisant des pratiques écoresponsables pour les bâtiments. Le président rappelle que ce projet est un des deux projets pilotes découlant de l'étude sur le potentiel d'intégration de l'économie circulaire dans les espaces économiques spécialisés, étude réalisée par le CREDDO et présentée à la Commission du 30 septembre 2021.

Celui-ci est en lien avec les actions 10 et 24 du Plan stratégique de développement économique de la Ville 2021-2026.

Le deuxième projet pilote, qui est en cours de réalisation avec la participation d'ID Gatineau, concerne l'accompagnement d'entreprises pour le développement de synergies en économie circulaire

M. Colin Jacob, représentant du CREDDO, fait la présentation où deux propositions sont faites aux membres de la CDE, soit :

- la mise en place d'un inventaire numérisé afin de redéfinir le mécanisme d'offre et de la demande des matériaux usagés, à partir des données fournies dans les permis de démolition;
- encourager les meilleures pratiques de chantier par l'écofiscalité en évitant l'enfouissement systématique des matériaux.

On questionne l'obstacle du volet main-d'œuvre à la récupération des matériaux, ce à quoi on répond que dans certains cas, pour certains matériaux comme le gypse par exemple, ça ne vaudrait pas la peine de tenter d'y tirer une valeur. Toutefois, dans les bâtiments plus imposants où des matériaux peuvent être récupérés, ceux-ci peuvent être revendus, ce qui permet d'équilibrer les coûts excédentaires du projet. De plus, au niveau des frais de gestion de matières dangereuses, où il y aurait de l'amiante par exemple, il y aurait l'occasion de faire une démolition plus segmentée et de faire une énorme différence sur les coûts.

Les membres s'entendent pour dire que ces propositions risquent d'alourdir le processus déjà complexe des demandes de démolition, mais qu'au final, ça vaut la peine d'y réfléchir. La contrainte de la tarification de l'enfouissement peut amener à faire changer la procédure ainsi que l'augmentation des coûts des matériaux. Les choses évoluent et du réemploi est déjà fait. Peut-être faudra-t-il évaluer l'émission d'incitatif monétaire, mais au final, pour faire changer les choses, un minimum d'adhésion sera nécessaire et il faudra s'assurer qu'il n'y aura pas possibilité de contourner les réglementations en ce sens.

On émet tout de même une réserve à l'application de cette procédure : les mises en chantier sont à la baisse de 40 %, nous sommes dans une situation de pénurie de logements et de pénurie de main-d'œuvre. Il faudra s'assurer de bien soutenir et accompagner les entrepreneurs afin d'éviter le découragement de ceux-ci et la non-construction de logement et du parc immobilier.

M. Steve Brabant mentionne qu'une équipe de chercheurs travaillant notamment sur une bactérie qui digère le plastique existe au Cégep de l'Outaouais. Il offre l'opportunité au CREDDO de pouvoir collaborer avec cette équipe et offre la possibilité d'utiliser les équipements de laboratoire en dehors des heures de cours afin de servir à la communauté.

## **8. Varia**

Disparité salariale :

M. Brabant informe les membres qu'une lettre de négociation concernant le réseau scolaire a été envoyée aux nouvelles instances pour faire valoir les disparités salariales entre employés, mais aussi entre les provinces du Québec et de l'Ontario. Une analyse partielle démontre un écart minimal de 3 % jusqu'à 20 %.

Une demande de soutien a également été faite pour la réévaluation de poste au niveau collégial et, éventuellement, pour tout le réseau scolaire.

Ces enjeux représentent un défi majeur de rétention des employés.

Un appui de la Commission sur le développement économique sera éventuellement souhaité ainsi que du Bureau de la mairie.

## **9. Prochaine rencontre**

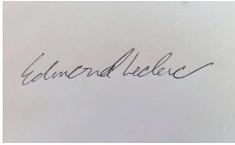
La prochaine séance de la CDE est prévue le jeudi 28 septembre 2023 en virtuel.

## **10. Levée de la séance**

La séance est levée à 14 h 22.

**DISTRIBUTION :**

Aux membres de la présente Commission, aux personnes-ressources, aux membres du conseil municipal et à la Greffière



---

PRÉSIDENT  
M. EDMOND LECLERC

*Véronique Leduc*

---

SECRÉTAIRE  
MME VÉRONIQUE LEDUC